



ENGIE, EQUANS

un autre avenir que la vente est possible !

Le 6 septembre 2021 : une date qui restera dans l'histoire d'ENGIE puisque c'était la limite de réception des offres « non engageantes » concernant la vente de la partie Services d'ENGIE, composée pour la France d'INEO et d'AXIMA et nommée EQUANS.

EQUANS, ensemble d'activités historiques, encore cœur de métier il y a 18 mois, est en passe d'être vendu. Selon la presse étaient en lice : 3 industriels (BOUYGUES, SPIE et EIFFAGE) et 4 fonds (Carlyle Group Inc., BAIN capital, CVC-Pai Partners et Apollo).

Sous l'œil amusé de la direction d'ENGIE, les potentiels repreneurs se livrent une guerre médiatique faisant ainsi grimper les prix ...

Un plan de cession insensé et destructeur

Pour la CGT, comme pour le comité d'entreprise européen (CEE), cette vente n'a aucun sens. Elle fera perdre à Engie son avantage de Groupe multi-énergie multi-services. Et d'un strict point de vue financier, elle n'améliorera en rien la situation du Groupe. En effet, les activités de Services sont dites 'asset light' c'est à dire avec de faibles investissements pour une rentabilité certaine. La direction affirme que cette partie Services est une pépite pour le potentiel repreneur ... Pourquoi alors vendre et mettre en difficulté 74 000 emplois à temps plein (soit plus de 80 000 salariés) en se privant de revenus importants ?

La Direction nous dit que c'est pour investir massivement dans les énergies renouvelables, mais comment expliquer alors que les investissements 2019 dans les renouvelables étaient de 2,4 milliards d'euros et que pour les années 2021 à 2023, ces mêmes investissements selon l'expert du CEE sont affichés en baisse, à 2,3 milliards d'euros ...

La vente d'EQUANS, comme les autres cessions, n'a qu'un seul but : maximiser les revenus des actionnaires. D'abord en distribuant un maximum de dividendes (entre deux et trois fois le résultat net, soit environ 2.5 Milliards d'€ par an). Ensuite en démantelant et, à la fin, en vendant le Groupe au plus grand bénéficiaire des actionnaires et au premier d'entre eux, l'Etat, qui est à la manœuvre dans ces opérations. Et cela en détruisant des fleurons : Suez avec la gestion de l'eau et de la propreté ; l'amont gazier nécessaire à l'approvisionnement de la France ; Endel et sa maîtrise technique sur le nucléaire, EQUANS et l'enjeu sur l'efficacité énergétique, les infrastructures gazières et leur enjeu de service public, et, enfin, Engie groupe historique et central dans la transition énergétique.

La CGT réclame une vision industrielle et sociale

La CGT, comme le CEE, ont demandé des engagements sociaux de haut niveau face à une opération qui est porteuse de fortes menaces pour l'emploi. Pour le moment, la direction s'est engagée sur 2 points : une garantie de périmètre pendant 24 mois à partir de la signature de la vente, prévue en décembre 2021, dans la limite de 10% du CA (ainsi une vente est possible si elle ne dépasse pas 10% du CA total) et de donner, sans que ce soit contraignant ni pour Engie ni pour les repreneurs, la liste des demandes d'engagements sociaux validée par le CEE.

La CGT a été sollicitée par la majorité des potentiels repreneurs pour connaître ses demandes en terme social et pour échanger sur les projets industriels. ENGIE est intervenue rapidement pour interdire tout échange entre repreneurs et organisations syndicales d'ENGIE.

Cela démontre la volonté d'ENGIE de traiter unilatéralement ce dossier, dans le plus grand secret pour tromper le personnel sur les conséquences sociales et renvoyer les discussions avec les syndicats une fois que la vente sera déjà signée. Comme l'a dit un dirigeant en "off" : nous ne voulons pas refaire les mêmes erreurs que pour Suez. C'est dire ce qu'ils cachent sur l'avenir de nos emplois !

C'est pourquoi la CGT exige que les repreneurs potentiels soient dès le mois de septembre auditionnés par les représentants du personnel européen (membres du CEE). Cela nous permettra de les interroger sur leur projet industriel et leur gestion sociale. Cela permettra de mettre en avant nos revendications sur les garanties sociales et industrielles et de préparer la négociation tripartite que le CEE a réclamée avant toute signature de la vente.

Pour ENGIE, chantre de l'éthique et de la responsabilité sociale qu'importent les garanties sociales pourvu que le prix soit le plus élevé possible ! Paradoxalement, la loi Pacte devait permettre au capitalisme d'intégrer les parties prenantes...encore raté !

Engie va mettre en concurrence les fonds d'investissement et les industriels, avec dans les deux cas, des dangers majeurs pour les salarié-es, pour l'industrie, les territoires et les usagers !

Fonds ou industriels : même catastrophe

Les fonds d'investissement conservent, en moyenne, 4 à 6 ans leurs actifs avant de les revendre au plus offrant, et surtout, encore plus rentable, les vendre par morceaux. Dans ce cadre, ils vont chercher rapidement à augmenter la marge d'EQUANS et supprimer toutes les activités n'ayant pas de résultats assez rentables ... En général ce point est fixé à 5 %. Quid des activités qui, dans les 4 ans, ne seront pas à la rentabilité voulue ? simplement une fermeture ou une vente au plus tôt ? En effet pourquoi investir quand le but est de rentabiliser rapidement sans projet industriel ?

Un fond ne détruira pas EQUANS de suite... mais il se séparera rapidement des activités pas assez rentables et vendra les autres par morceaux. Peu importe la casse sociale !

A première vue, nous pourrions penser qu'à choisir, un industriel serait la meilleure solution, or les candidats au rachat d'EQUANS sont tous 2 à 3,5 fois plus petits qu'EQUANS, ce qui interpelle !

Les risques, en termes de doublons de postes et de casse sociale sont énormes, tant pour EQUANS que pour les salariés du repreneur !

Quid ainsi de la raison d'être de ces groupes ? Quid finalement de la raison d'être d'EQUANS ?

L'un des repreneurs a déjà annoncé sa volonté de rapidement se réorganiser pour atteindre ses objectifs en termes de résultats, le second n'a pas la vision internationale d'ENGIE et le dernier souhaite se focaliser sur l'Europe et les USA...ça donne le tempo non ?

Pour les 3, la grosseur d'EQUANS risque rapidement de poser problème et l'intégration des Groupes ne pourra se faire sans casse sociale importante.

Pour la CGT, un autre avenir est possible

En bref, la CGT ne cautionne ni un fonds ni industriels elle écoute ses salariés et à l'instar de tous les CSE et du CEE qui ont tous donné un avis négatif sur le projet, la CGT continue de penser que le chemin

de la croissance et de la réussite se trouve dans la complémentarité de l'ensemble de nos activités : Gaz, Elec, énergies renouvelables, et services. Par cette diversification, nous avons un groupe solide bien placé sur les enjeux de la transition énergétique qui sont des enjeux sociétaux majeures !

Selon nous, le plan Clamadiou n'est qu'une préparation de la vente des activités historiques à un autre énergéticien, très probablement TOTAL (devenu "TOTAL Energies", un nouveau nom pour préparer TOTAL Engie ?) avec l'appui d'un gouvernement français qui oublie la gestion industrielle pour ne viser que l'optimisation financière !

Certains salariés pensent que leur avenir dans un autre Groupe sera meilleur que chez ENGIE ... Ils se trompent et oublient que, fonds ou industriels, les risques pour les salariés sont énormes qu'ils soient ouvriers, ETAM ou cadres !

Les échéances électorales approchent, la CGT pense que le débat sur l'énergie et sur la souveraineté énergétique en France doit être un des enjeux très fort de la campagne. LA CGT mettra tout en œuvre, salariés, syndiqués, médias et politiques afin que le débat sur ENGIE soit véritablement mené au niveau qu'il doit être et déconnecté d'intérêts particuliers.

Notre avenir ne peut être décidé en haut d'une tour et dans un ministère, en catimini, au détriment des fleurons industriels et de l'emploi.

Détruire Suez, détruire Endel, détruire Engie Solutions, détruire à terme Engie, voilà leurs projets.

Un autre avenir est possible : un service public de la transition énergétique, incluant énergies et services à l'énergie.

A Montreuil, le 08 septembre 2021

Contact : Yohan THIEBAUX, Coordinateur CGT ENGIE : 06 33 38 28 35